

Quant au premier numéro du nouveau journal — dont les assises financières étaient garanties par Norbert Metz — il est daté du 9. 3. 1868. Théophile Schroell y figurait comme éditeur et imprimeur. Déjà fin juillet de la même année Schroell fut en mesure de rembourser les avances de fonds faites par la Banque Internationale et de se rendre seul propriétaire du journal. (26)

A l'instar de ce que nous avons constaté pour le «*Courrier*», l'éditeur de la «*Zeitung*» eut à se défendre contre le reproche de prussophilie.

En défendant sa proposition d'employer l'allemand comme langue administrative dans les communes rurales, Schroell insistait sur la seule raison qui l'avait incité à faire la proposition : pour que tout le monde pût comprendre le langage officiel.

Quelques jours plus tard, Schroell écrit : «*Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de parti prussien au Luxembourg, et la prussification est une invention de gens qui ne possèdent pas assez d'esprit et de connaissance pour combattre honnêtement leurs adversaires, mais en quantité suffisante de l'insolence pour les calomnier.*» (27)

Contre vents et marées, et pendant toute son existence, la «*Zeitung*» ne se lassera pas de proclamer «*qu'à tout moment elle a prouvé par son attitude qu'elle était prête jusqu'à l'extrême à lutter pour l'autonomie du pays. Pour le seul cas où, contre toute attente, celle-ci ne saurait être maintenue, le journal n'opterait ni pour l'annexion à la France ni pour celle à la Prusse, mais bien pour l'union avec la Belgique, où nous serions considérés comme concitoyens intégraux (vollwertig).*» (28)

Nous savons aujourd'hui que le roi Léopold II n'était pas étranger à cette campagne pro-belge. Soucieux de défendre la neutralité de son pays dans un conflit entre la Prusse et la France — qu'il savait imminent —, considérant la Moselle, la Sûre et l'Our comme frontière naturelle de son pays, le roi des Belges engagea une campagne de propagande en faveur d'un rattachement du Luxembourg à la Belgique. L'agent de liaison avec la «*Luxemburger Zeitung*» fut un attaché au ministère des Affaires Etrangères, Banning, dont certains articles ne paraissaient dans le journal luxembourgeois qu'après avoir été revus par le roi lui-même. (29)

Les efforts continuels entrepris par la «*Luxbg Ztg*» en faveur d'un rattachement à la Belgique inquiétèrent le président du Gouvernement luxembourgeois Emmanuel Servais qui, malgré les plus vives protestations de la «*Zeitung*», n'hésitait pas de s'immiscer dans la campagne électorale et cela par le truchement des commissaires de district.

Une seule fois la «*Zeitung*» fit chorus avec tous les autres journaux luxembourgeois : quand elle applaudit en 1868 à la loi organique qui devait remplacer la constitution réactionnaire de 1856. Inutile de dire que pendant l'élaboration de la nouvelle loi électorale et de celle réglant les stipulations sur la presse, Schroell se trouvait également du bon côté.